## Révolution de la longévité : pour une réponse solidaire et efficace

## Sarkozy en route pour une nouvelle « réforme »

Catherine Mills (1)

Ce premier article sera suivi dans le numéro suivant de notre revue par un dossier approfondi sur la réforme de la dépendance.

Après les retraites, N. Sarkozy s'attaque au dossier de la dépendance. Cette réforme devrait déboucher sur la création « d'un cinquième risque ». Le coût de la dépendance est estimé à 22 milliards d'euros, autour de 1% du PIB par an et il devrait atteindre 30 milliards dans les prochaines années.

e nombre des plus de 75 ans devrait doubler au cours des prochaines décennies. Le nombre de bénéficiaires de l'APA (Allocation personnalisée à l'autonomie) qui était de 700 000 en 2002 pourrait atteindre1,6 million de personnes en 2040. Deviendraient dépendants 15 % d'une génération atteignant l'âge de 65 ans et 60% d'une génération atteignant

La volonté de la droite et du patronat consiste à remplacer une démarche solidaire où chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins par une démarche assurantielle individuelle où chacun épargne en fonction de ses possibilités et reçoit à due proportion de cette épargne. Ainsi il s'agirait d'ouvrir en grand la prise en charge de la dépendance aux assureurs privés, en accélérant une protection sociale à 2 vitesses, éclatée entre assistance pour les plus modestes et assurance pour les plus aisés. Aussi le rapport de la députée UMP Valérie Rosso- Debord est-il un plaidoyer en faveur du recours à l'assurance privée. Elle propose de rendre obligatoire dès cinquante ans la souscription d'une assurance.

Alors que la réforme des retraites va se traduire par des pensions « peau de chagrin », et inciter à des retraites privées par capitalisation, le rendez-vous de 2013 vise à une transformation systémique de la retraite. Avec la privatisation de la prise en charge de la dépendance, les perspectives s'avèrent potentiellement juteuses. Les assureurs et les groupes privés de retraite ne s'y sont pas trompés. Notamment Guillaume Sarkozy, reconverti dans le secteur assurantiel, s'est mis sur les rangs avec son groupe privé Malakoff Mederic.

## Quelles propositions alternatives?

Nous avançons la proposition d'un service public des personnes âgées, ainsi qu'un financement solidaire et efficace de la dépendance.

- ☐ Il s'agit de favoriser le maintien à domicile avec les services d'aides et de soins nécessaires, tout en développant les structures publiques d'accueil. Ce qui exigerait une coordination au niveau des communes et des départements, ainsi qu'une politique de formation, de créations d'emplois correctement rémunérés.
- Ce nouveau service public assurerait la sécurisation de tous les moments de la vie, des emplois des seniors à la promotion des activités sociales créatrices, libres et choisies des jeunes retraités jusqu'à l'autonomie des très âgés avec leur soutien et l'accompagnement des familles.
- Le développement des financements solidaires dans le cadre de la sécurité sociale est essentiel.

Ainsi pourrait-on proposer un taux de cotisation supplémentaire spécifique, lié à l'entreprise, lieu où se créent les richesses, pour ce nouveau besoin.

Une affectation du produit de la cotisation nouvelle sur les revenus financiers des entreprises et des banques, ainsi qu'une nouvelle contribution de solidarité portant sur les revenus financiers des ménages les plus riches.

Cela nécessite d'imposer, dans les entreprises comme dans le secteur public, d'autres critères de gestion et des nouveaux pouvoirs pour les salariés et les citoyens, pour sécuriser et développer l'emploi, la formation et les salaires, base des rentrées de cotisations.

La question de l'autonomie et de la solidarité face à la dépendance, notamment des personnes âgées, constitue un véritable enjeu de civilisation. 📕

(1) Dernier ouvrage paru: Michel Limousin et Catherine Mills, La protection sociale en danger. État des lieux et stratégie pour une alternative, Le Temps des Cerises, 2010. 2è ed Cf. notamment